

VALESE VERTE À VERSAILLES

PAR NATACHA POLONY

À partir de quel pourcentage d'abstention considérons-nous que nos représentants sont illégitimes ? Parmi les maires qui ont été élus dimanche dernier, un grand nombre n'avait pas obtenu 10 % des inscrits au premier tour. Beaucoup n'ont finalement pas réuni 20 % des inscrits à l'issue du second. Le maire de Lyon – troisième ville de France, 516 000 habitants –, Grégory Doucet, qui incarne désormais la « vague verte » décrite à l'envi par les médias, a recueilli 53 000 voix.

À ce niveau, on peut parler d'un carnage. L'élection dont on nous disait qu'elle marquait l'attachement des Français à leurs élus locaux, la foi en la démocratie de proximité, rejoint toutes les autres dans l'océan de l'indifférence. On peut, certes, tenter de se rassurer en attribuant ce vide au coronavirus. La façon erratique dont s'est décidée l'organisation du premier puis du second tour, la fermeture brutale des restaurants la veille du 15 mars, les hésitations autour de la date du 28 juin... toutes ces aberrations ont finalement jeté le discrédit sur ce scrutin. Mais le mal vient de plus loin.

Il est d'ailleurs significatif que les commentaires se concentrent sur l'écologie, comme si la dernière idéologie encore vierge pouvait racheter le discrédit des politiques, alors même que, en fait de « vague verte », il n'y a qu'un clapotis dans les métropoles et grandes villes de France. Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Tours ou Grenoble, cela n'a rien de négligeable. Mais ce n'est pas la France. Et l'on pourrait en conclure que l'écologie politique séduit essentiellement quand il s'agit d'aménager des pistes cyclables ou d'instaurer des cantines bio. Dans une commune rurale, dans une ville moyenne, les problématiques sont plus complexes. Parce qu'une véritable politique écologique dépasse largement la question des transports. Elle impose un changement de paradigme qui doit impliquer tous les rouages de l'État, pour que le maire qui voudrait par exemple préserver les terres arables et les petits commerces de sa commune ne voie pas ses efforts gâchés par l'élu de la commune voisine ou par un préfet complaisant.

On voit venir la suite. Pour retrouver un souffle, Emmanuel Macron se repeint en vert. On s'accroche à la seule bouée qui surnage. Le « nouveau chemin » sera « écologique, social et solidaire ». Avec pour point d'appui les propositions de la convention citoyenne sur le climat. Celui qui avait refusé en 2017, sur demande de Bercy, un moratoire sur l'extension des grandes surfaces, que demandait pourtant un de ses propres députés, va l'imposer aujourd'hui pour obtenir son brevet de « président vert ». De même que le dépeceur d'Alstom, Technip

et Alcatel se fait aujourd'hui le chantre de l'indépendance industrielle, l'ancien ministre de l'Économie et le président de la République qui a signé tous les brevets d'extraction minière, qui a systématiquement arbitré en faveur des lobbys de l'agriculture industrielle et de la grande distribution, qui a signé tous les traités de libre-échange préparant la ruine des éleveurs français, nous parle désormais écologie.

Ce qu'Emmanuel Macron est en train de faire, tous le tenteront : s'inventer en combattant de la cause climatique pour s'éviter de penser globalement une politique cohérente de remise en cause de ce néolibéralisme dont nous voyons les dégâts sociaux et environnementaux. Cette grande foire au verdissement ramènera-t-elle les citoyens vers les urnes ? Rien n'est moins sûr. Si les citoyens ne votent plus, c'est parce qu'ils ont la certitude, après des décennies d'espoir déçu, que leur vote ne permet pas d'infléchir le cours de leur vie. Même les maires, les derniers qui avaient une prise sur le réel, ont vu leurs marges de manœuvre réduites par la fin de la taxe d'habitation et la recentralisation version La République en marche. Et que peut un maire quand la PME locale a déposé le bilan, que le tribunal et l'hôpital ont fermé, et que la grande distribution a ruiné les derniers commerces ?

L'unique leçon à tirer de ce scrutin est que la fracture territoriale qui dessine à présent la lutte des classes en France est plus profonde que jamais. L'illusion d'optique d'un sursaut à gauche masque difficilement le désenchantement des territoires abandonnés. Certains commentateurs paresseux en sont à prédire à Anne Hidalgo, après son « triomphe », un destin national. Avec 17 % des inscrits à Paris, on se demande comment la représentante de la gauche plurielle version « ville monde » et arbres en pot pourrait faire beaucoup mieux que Benoît Hamon en 2017.

Restent des citoyens excédés, qui ont prouvé, une fois encore, qu'ils ne concevaient pas le moindre enthousiasme pour le RN. Utiliser un gourdin pour cogner sur le système ne signifie pas qu'on soit « gourdiniste », comme l'écrivait Philippe Muray.

Les deux années à venir risquent de voir chacun brandir un morceau de la « vraie croix » écologiste, pendant qu'un nombre croissant de Français se diront que tout cela ne les concerne plus. Ainsi meurt la démocratie. Définir un quorum en deçà duquel l'élection est invalidée, prendre en compte le vote blanc pour que les citoyens puissent récuser le choix qui leur est proposé... autant d'éléments qui permettraient de cesser de faire comme si de rien n'était. En attendant des propositions politiques qui puissent enfin changer la vie. ■

Chers lecteurs, si vous ne trouviez pas *Marianne* dans votre kiosque préféré, n'oubliez pas qu'il est disponible aussi chaque semaine en PDF sur marianne.net pour 1,99 €.